A ce titre, l'organisme intermédiaire informe le porteur de projet lors de la réception des dossiers transmis par les Directions interrégionales de la mer ou les Directions de la mer. [Pour la Réunion uniquement]

6.2.1. Procédure d'instruction

Dans un objectif de simplification administrative, un formulaire de demande d'aide dématérialisé sera à compléter dans le portail des aides régionales ou e-synergie pour la demande d'aide ou de paiement FEAMPA. Ce formulaire permet au demandeur de solliciter le cofinancement européen ainsi que la contrepartie publique portée le cas échéant par la Région, par l'Etat ou d'autres co-financeurs. L'organisme intermédiaire peut adapter ce formulaire dématérialisé en respectant les champs obligatoires et requis *a minima*.

Dans ce cadre, pour les projets relevant d'objectifs spécifiques régionaux qui pourraient faire l'objet de contreparties financières de l'Etat, l'instruction sera réalisée par l'organisme intermédiaire pour son propre compte et celui de l'Etat. La [indiquer la DIRM-DM compétente] juge de l'opportunité de cofinancer avec des contreparties publiques de l'Etat certains projets par un avis préalable à l'instance de sélection régionale. Dans cette optique, afin que la [indiquer la DIRM-DM compétente] puisse engager les crédits de l'Etat, l'organisme intermédiaire devra lui transmettre le rapport d'instruction établi par le service instructeur avant passage en instance de sélection.

Concernant le paiement des contreparties publiques provenant de l'Etat, une convention sera signée entre la DIRM-DM compétente et l'organisme intermédiaire afin de permettre le paiement associé au bénéficiaire des contreparties de l'Etat et des autres crédits de l'aide directement par l'organisme intermédiaire.

Dans ce cadre, l'acte juridique attributif de l'aide (convention ou arrêté) sera unique et signé par l'ensemble des co-financeurs.

6.2.2 Procédure d'établissement des certificats de service fait et de paiement

La procédure d'établissement des certificats de service fait (CSF) et de paiement au bénéficiaire est effectuée conformément à l'annexe IV de la présente convention. Le circuit d'établissement des CSF et de paiement propre à chaque organisme interne est détaillé dans l'annexe III de la présente convention.

Le service instructeur établit un CSF qui fait l'objet d'un contrôle de cohérence. Le contrôle de cohérence repose sur une grille de contrôle respectant les pré-requis et recommandations nationales d'harmonisation établies par le SCEI. Le contrôle de cohérence est opéré selon le principe de la séparation des fonctions avec l'instruction. Le CSF, validé conforme, et les propositions de paiement sont transmis au service qui gère le paiement de la Région, éventuellement accompagnés de pièces justificatives, telles que prévues dans le manuel de procédure et la réglementation.

Le service instructeur transmet le CSF sous format dématérialisé via un flux vers l'outil de comptabilisation des CSF utilisé par le SCEI (module dédié de SYNERGIE [ou SIFA]) pour échantillonnage et comptabilisation dans les DPI.

Les données relatives au paiement sont également transmises par flux, ou, à défaut, par transmission d'un état récapitulatif du payeur préalablement à la déclaration aux fins de comptabilisation dans la DPI.

Pour l'établissement de la dernière DPI de l'année civile, en cas de risque de dégageement d'office, l'autorité de gestion via le SCEI, pourra comptabiliser, après vérification de cohérence des CSF présentés, des CSF qui n'ont pas encore fait l'objet d'un paiement de l'aide.

Le paiement de l'ensembles des aides versées par la région est effectué par le payeur régional.

Il s'assure de l'engagement et du paiement effectif de l'aide européenne et des autres cofinancements sur les opérations conformément à l'article 74 du RPDC. Si le versement de l'aide européenne et des autres cofinancements n'est pas simultané, le cofinancement national doit être versé avant l'aide FEAMPA. Dans ce cadre, il collecte les données et/ou pièces justificatives correspondantes, les renseigne dans SYNERGIE/OUTIL REGIONAL et met en place un système approprié de suivi des montants versés aux bénéficiaires pour chaque opération notamment lorsqu'il verse simultanément l'aide européenne et son

propre cofinancement.

6.3 Liste des missions dans le cadre du Développement local par les acteurs locaux

L'organisme intermédiaire est responsable de la coordination et du bon déroulement du développement local mené par les acteurs locaux (DLAL).

A cette fin, il institue le comité de sélection des stratégies de développement local et les sélectionne par voie d'appel à candidatures, sur le fondement des critères de sélection définis conformément à l'article 32.2 du RPDC. Il conclut les conventions nécessaires à la mise en œuvre de ces stratégies par les Groupes d'action locale.

Les Groupes d'action locale exercent a minima, dans le cadre d'une convention avec l'organisme intermédiaire, les missions confiées par l'article 33 du RPDC. Ils ne peuvent exercer des fonctions d'instruction réglementaire. Ils se prononcent sur l'opportunité des projets. Ils respectent les modalités de fonctionnement prévues à l'article 31 du RPDC et à l'article 30 du règlement FEAMPA concernant la représentation des acteurs socio-économiques de la zone.

La répartition des missions de chacun est définie en annexe IV de la présente convention.

6.4. Organisation d'une instance régionale de sélection et attribution de la subvention

L'organisme intermédiaire met en place et assure le fonctionnement d'une instance régionale de sélection pour les mesures régionales dont il a la charge, selon les modalités fixées par les autorités désignées pour présider cette instance. Il en assure notamment le secrétariat (organisation de sa préparation, établissement du compte rendu). Cette instance tient lieu de Comité régional de programmation et a vocation à sélectionner les dossiers instruits par l'organisme intermédiaire et à rendre un avis consultatif à l'instance régionale ou au Président de région, qui procède, après avis du Comité, à l'attribution et à la mise en œuvre des subventions, conformément à l'article L.4221-5 paragraphe 13 du Code des collectivités. La [indiquer DIRM-DM compétente] est membre de cette instance.

Afin d'assurer la cohérence de l'ensemble de la programmation et la bonne information du partenariat, les projets sont évalués au vu des critères de sélection inscrits dans les « fiches critères de sélection régionale » et préalablement validés par le Comité national de suivi conformément à l'article 6.2. de la présente convention.

6.5. Participation au Comité national de suivi

L'organisme intermédiaire participe au Comité national de suivi et exprime une voix conformément à l'article 39 du RPDC. Il est notamment sollicité en amont dans le cas où les mesures dont il a la charge sont évoquées au sein du Comité national de suivi ainsi que dans la mise en place du Comité national de suivi et l'élaboration du règlement intérieur de ce dernier.

L'organisme intermédiaire transmet ses critères de sélection au plus tard cinq mois après l'adoption du programme au comité national de suivi pour approbation. Les mises à jour de ces critères sont transmises à échéances fixées par l'autorité de gestion pour validation lors du comité national de suivi annuel. Les critères de sélection sont obligatoires et placés sous la responsabilité de l'organisme intermédiaire qui s'engage à assurer leur conformité à la réglementation européenne et nationale. La transmission par l'autorité de gestion ne vaut pas approbation. La conformité de ces critères pourra être contrôlée à l'occasion de l'audit de supervision prévu à l'article 10 de la présente convention.

Article 7 – Obligations de l'organisme intermédiaire

7.1 Information du public et publicité par les bénéficiaires

L'organisme intermédiaire veille à ce que l'ensemble des bénéficiaires potentiels soit informé de l'intervention du FEAMPA. Il s'engage à assurer la publicité de la participation européenne selon les dispositions prévues par les règlements visés à la présente convention dans le cas où il est bénéficiaire. Il veille au respect de cette publicité par les bénéficiaires.

L'organisme intermédiaire se conforme aux modalités de communication prévues dans le plan de

communication du programme mis en place par l'autorité de gestion. Afin d'assurer la cohérence dans la communication sur l'ensemble des fonds européens pouvant s'appliquer à son territoire, l'organisme intermédiaire peut réaliser des actions d'information et de communication dans le cadre de la stratégie régionale interfonds, dès lors que ces actions s'intègrent dans les objectifs du plan de communication national.

7.2 Respect des procédures d'instruction

L'utilisation et l'application des notes de cadrage prévues à l'article 5.2.2. par l'organisme intermédiaire est obligatoire et nécessaire pour assurer la bonne mise en œuvre du FEAMPA. De plus, l'organisme intermédiaire s'engage à décliner au niveau régional les notes de cadrage dans son manuel de procédure régional afin d'établir le circuit de gestion des demandes d'aide et de paiement ainsi que le paiement des aides aux bénéficiaires. La conformité de la procédure avec les principes de bonne gestion du fonds sera contrôlée lors de l'audit de supervision prévu dans l'article 10 de la présente convention.

L'organisme intermédiaire veille à la dématérialisation des échanges avec les bénéficiaires en favorisant les échanges numériques et à la conservation des données, conformément aux dispositifs réglementaires en vigueur.

7.3. Utilisation d'un outil informatique

L'organisme intermédiaire assure le recueil, le renseignement indispensable et continu dans les portails Synergie ou régionaux et la transmission dans le SIFA et le SID Synergie, des flux de données, des informations techniques, administratives et financières nécessaires au pilotage, à l'évaluation, à la gestion et à l'instruction, ainsi qu'à l'ensemble des contrôles et audits émanant de l'autorité de gestion, de la mission Fonction comptable, de l'autorité d'audit ou de toute institution européenne.

7.4. Communication d'informations aux partenaires institutionnels

L'organisme intermédiaire s'engage à répondre à toute demande d'information de l'autorité de gestion ou du représentant de l'Etat en région (préfet) concernant le suivi et l'exécution des objectifs spécifiques concernés par la présente convention, ainsi qu'à la mission Fonction comptable, à l'autorité d'audit ou à toute institution européenne compétente.

7.5. Détection, traitement, prévention des irrégularités et fraudes

L'organisme intermédiaire met en place un système de détection des irrégularités et des fraudes tel que prévu et décrit à l'article 10 de la présente convention.

Dans ce cadre, l'organisme intermédiaire prévient, détecte, traite et corrige les irrégularités et établit les déchéances de droits. Il transmet la liste des déchéances de droit à la mission Fonction comptable et en informe l'autorité de gestion. Le traitement des irrégularités associe également l'organisme en charge des paiements et la mission Fonction comptable.

L'organisme intermédiaire met en place toute mesure visant à prévenir et corriger les irrégularités. Il prend toute mesure utile pour améliorer son système de gestion et de contrôle. Pour ce faire, il met en place des dispositifs de contrôle interne et de lutte antifraude adaptés aux risques analysés.

Il communique régulièrement à l'autorité de gestion, les irrégularités relevées dans le cadre des contrôles qu'il met en œuvre.

7.6. Traçabilité, archivage et confidentialité

L'organisme intermédiaire doit assurer la traçabilité administrative et financière des actions réalisées, liées aux tâches qui lui sont déléguées. Il veille au respect des règles de confidentialité ainsi qu'à la protection, la sécurisation et l'accès aux données recueillies, des documents papiers et informatiques.

L'organisme intermédiaire s'engage à assurer le suivi des dossiers instruits, programmés et payés par lui. A ce titre, il conserve en particulier tous les documents relatifs à la présente convention (gestion et contrôles), les dossiers relatifs aux opérations cofinancées, les informations et documents constitutifs des déclarations de dépenses et les justificatifs du versement effectif des aides aux bénéficiaires pour une durée de cinq ans après le dernier versement de la Commission européenne au titre du programme. Ces archives comptables sont tenues à la disposition de l'autorité de gestion et de toute instance de contrôle et d'audit nationale et

européen.

L'organisme intermédiaire s'engage à exiger des bénéficiaires qu'ils tiennent une comptabilité séparée de leur opération ou utilisent une codification comptable adéquate. Ceux-ci doivent également conserver les pièces justificatives relatives aux opérations, ou leur copie dans un délai de trois ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dépenses de l'opération.

Ces délais peuvent être prolongés en cas de procédure judiciaire ou sur demande dûment motivée de la Commission européenne, conformément aux articles 74 et 82 du RPDC.

7.7. Dispositions propres à l'organisme intermédiaire en tant que bénéficiaire

Dans les cas où l'organisme intermédiaire demande à être bénéficiaire d'une aide au titre du FEAMPA, il doit satisfaire aux diverses obligations imposées à tout bénéficiaire de Fonds structurels, en particulier s'agissant du respect de l'ensemble des conditions d'éligibilité par les bénéficiaires des opérations financées au titre de la gestion déléguée à l'organisme intermédiaire.

Plus particulièrement, concernant son organisation interne, une séparation des fonctions doit être strictement organisée entre le service qui met en œuvre l'opération au titre de laquelle une aide du FEAMPA a été demandée (service bénéficiaire) et le(s) service(s) chargé(s) des tâches d'instruction, de gestion et de contrôle du FEAMPA alloué à cette opération. Cette séparation fonctionnelle est apparente dans l'organigramme de l'organisme intermédiaire.

7.8 - Respect des politiques européennes

L'organisme intermédiaire s'engage à veiller au respect de la réglementation européenne et nationale en matière de FEAMPA, de droit de la concurrence et de la commande publique (marchés publics, aides d'État), de la protection de l'environnement, d'égalité entre les femmes et les hommes, de transparence, d'égalité des chances et de non-discrimination dans le cadre des missions confiées. Il s'assure ainsi lors de l'instruction, de la sélection et du contrôle de service fait des opérations, que ces règles sont respectées. De plus, l'organisme intermédiaire s'engage à respecter les conditions favorisantes conformément à l'article 15 du RPDC.

7.9 – Respect du délai de 80 jours

L'article 74 du RPDC prévoit le paiement des dépenses publiques éligibles dues, soit le versement effectif sur le compte du bénéficiaire, dans un délai de 80 jours à compter de la date de présentation de la demande de paiement par le bénéficiaire, délai pouvant être interrompu dans les cas prévus par le RPDC et précisés dans les notes méthodologiques de cadrage. L'organisme intermédiaire s'engage à traiter les dossiers au fil de l'eau en vue de respecter ce délai. A cette fin, l'organisme intermédiaire met en place un outil de traçabilité du délai dans son système d'information ou utilise celui fourni par SYNERGIE.

Le service instructeur est le seul interlocuteur des bénéficiaires, il traite à ce titre la gestion de toutes les interruptions, y compris celles demandées par le payeur régional.

Article 8 – Versement des crédits européens sur le compte de l'organisme intermédiaire

Sur la base des CSF transmis conformément aux dispositions de l'article 6.2.2, l'Agence de services et de paiements établit et présente les demandes de paiement à la Commission européenne.

L'Agence de services et de paiement, en tant que déléataire de l'autorité de gestion pour la fonction comptable, est responsable de la transmission des déclarations de dépenses éligibles supportées par les bénéficiaires et sur la base desquelles la Commission européenne détermine les montants des paiements intermédiaires et du paiement final à effectuer pour le programme.

Elle établit un état de répartition afin que le département comptable ministériel (DCM) près les ministères financiers puisse verser les crédits européens à l'organisme intermédiaire.

Les crédits européens relevant du programme financé par le FEAMPA sont perçus par l'organisme intermédiaire par l'intermédiaire du service du contrôle budgétaire et comptable ministériel près les ministères financiers, sur la base de 95% des montants déclarés pour les paiements intermédiaires et les montants restants lors du solde des comptes conformément à l'article 93 du RPDC. De plus, l'assistance

technique est indiquées dans l'état de répartition et versée au même moment. Son montant équivaut à 6% des montants déclarés par l'organisme intermédiaire conformément à l'article 36 du RPDC. Le cas échéant, les versements opérés auprès de l'organisme intermédiaire régional sont déduction faite des corrections financières individuelles, extrapolées et forfaitaires indiquées dans l'état de répartition et définies selon les dispositions de l'article 9 de la présente convention. L'état de répartition établi par l'ASP ainsi que la répartition des corrections financières sont transmis à l'organisme intermédiaire pour information.

L'organisme intermédiaire prend à sa charge les coûts financiers nécessaires aux paiements des aides aux bénéficiaires avant le versement des crédits européens par la Commission européenne. Le préfinancement de la Commission européenne, prévu à l'article 90 du RPDC, est versé à l'organisme intermédiaire proportionnellement à la part de sa maquette dans l'enveloppe globale portant sur les OS régionaux.

Si la Commission européenne suspend ses versements à l'autorité de gestion, l'autorité de gestion demande dans un premier temps à l'organisme intermédiaire de mettre en place les mesures correctives adéquates ; si ce dernier ne mène pas les diligences nécessaires dans les plus brefs délais, l'autorité de gestion suspend la mise en œuvre des mesures confiées et les versements à l'organisme intermédiaire pour la part de cette insuffisance qui lui est imputable.

Article 9 – Responsabilité financière

L'organisme intermédiaire s'engage à respecter le principe de bonne gestion financière, entendu au sens de l'article 33 du règlement financier n° 2018/1046. Il veille également à la protection des intérêts financiers de l'Union et à la visibilité des opérations subventionnées par celle-ci.

L'organisme intermédiaire assume la responsabilité de la gestion financière des crédits européens qui lui sont confiés. Il assure, par une séparation adéquate au sein de sa comptabilité, une traçabilité des flux financiers liés à la gestion et au suivi de la maquette financière des objectifs spécifiques régionaux, conformément aux instructions relatives **au traitement budgétaire et comptable des opérations relatives aux fonds européens pour la programmation** établies par le ministère des finances et des comptes publics et le ministère de l'intérieur.

En tant que payeur et délégataire de l'autorité de gestion, l'organisme intermédiaire s'engage à prendre à sa charge l'intégralité des éventuelles conséquences financières résultant de l'application des différents règlements européens, pour ce qui concerne les missions et obligations liées à la mise en œuvre des objectifs visés à l'annexe 1, telles que fixés par la présente convention relevant de sa responsabilité conformément à l'article L. 1511-1-2 du code général des collectivités territoriales .

L'organisme intermédiaire prend à sa charge les corrections financières individuelles résultant d'irrégularités constatées à l'occasion des contrôles qu'il effectue lui-même et respectivement par les autorités de gestion et d'audit ainsi que les contrôles et audits des institutions européennes compétentes. Cette prise en charge s'effectue sur la base des conventions (ou arrêtés) qu'il a signées, à charge pour lui de se retourner vers les bénéficiaires des subventions. Il en informe l'autorité de gestion et le SCEI.

Une fois les conclusions acceptées par l'autorité de gestion, le SCEI corrige les déclarations de dépenses des montants irréguliers constatés dans le compte, l'organisme intermédiaire émet la déclaration de déchéance et met en place toutes les diligences nécessaires pour recouvrer les montants indûs.

Lorsque des montants indûment payés à un bénéficiaire ne peuvent pas être recouverts, l'organisme intermédiaire supporte l'impact financier, sur son budget propre. Il est aussi responsable du préjudice pour le budget de l'Union européenne lorsqu'il est établi que la perte résulte de sa propre faute ou négligence et que les corrections ne sont pas déjà déduites des versements des crédits européens à l'organisme intermédiaire après les demandes de paiement intermédiaire.

A rajouter si possible ou à prévoir dans Note de cadrage : Pour autant, dans le cas de corrections individuelles => la responsabilité de l'organisme intermédiaire ne peut être recherchée en cas de manquement de l'autorité de gestion à ses obligations telles que définies à l'article 5.2.

Les corrections forfaitaires sont appliquées selon une logique de mutualisation impliquant une prise en charge financière de l'ensemble des organismes intermédiaires, sous réserve que les corrections visent des opérations relevant des objectifs spécifiques visés à l'annexe 1. L'organisme intermédiaire est tenu pour responsable solidairement des corrections financières -forfaitaires liées aux types d'action qui sont confiés

aux régions dans le programme FEAMPA.

Ainsi, dès lors qu'une correction financière est appliquée à un dossier relevant d'un organisme intermédiaire, la correction individuelle est appliquée aux comptes de cet organisme intermédiaire, et déduite du remboursement suivant. = cas de la correction individuelle => à remonter au-dessus sujet corrections forfaitaires

CER =

Suite aux conclusions formalisées de la CICC précisant le montant de la correction forfaitaire appliquée au programme sur l'année comptable, son calcul ainsi que l'origine des corrections financières selon les OS et les services instructeurs, sans préjudice de la nature de l'erreur, le montant à la charge des organismes intermédiaires est calculé *au prorata* des montants des corrections extrapolées provenant des dossiers instruits par les organismes intermédiaires. Pour chaque OS ouvert par les Régions OI concernées, après déduction d'une part État de 20%, celles-ci prennent à leur charge la part restante FEAMPA de la correction forfaitaire *au prorata* des montants certifiés par elles sur l'OS.

La correction est déduite du remboursement suivant et fait l'objet, le cas échéant, au solde de l'exercice comptable, d'un paiement par l'organisme intermédiaire concernée à l'Etat.

Article 10 – Mise en œuvre de dispositifs internes garantissant la bonne gestion administrative et financière

10.1. Système de gestion et de contrôle

L'organisme intermédiaire communique à l'autorité de gestion une description précise de l'organisation, des moyens et des procédures mis en œuvre pour assurer les missions précisées dans la présente convention avant le 30 septembre 2022. Cette description tient compte de la forme et des modalités prévues par l'autorité de gestion. Elle respecte les éléments visés à l'annexe XVI du RPDC et les recommandations fournies par la Commission interministérielle de coordination et de contrôle (CICC).

L'autorité de gestion vérifie que les procédures, l'organisation et les moyens de l'organisme intermédiaire permettent d'assumer les missions confiées, dans les conditions correspondant aux dispositions des règlements européens et des précisions apportées par les instructions nationales, notamment en vue d'une piste d'audit suffisante. Si nécessaire, la description fournie par l'organisme intermédiaire est amendée après consultation de celui-ci. La description établie par l'organisme intermédiaire est en annexe III de la présente convention.

L'organisme intermédiaire peut adapter l'aspect des formulaires du système d'information découlant du système de gestion et de contrôle produits par l'autorité de gestion afin d'y faire apparaître les éléments liés à son organisation propre. L'organisme intermédiaire s'engage à respecter les notes de cadrage établies par l'Autorité de gestion, la réglementation applicable en vigueur et le cahier des charges de SYNERGIE afin de permettre notamment la transmission des données. En cours d'exécution de la présente convention, l'organisme intermédiaire communique à l'autorité de gestion dans les meilleurs délais toute modification introduite dans son système de gestion et de contrôle qui affecterait celui du FEAMPA.

Un audit de supervision est effectué en début de programmation afin de vérifier que les critères de sélection utilisés, la piste d'audit mise en place et le manuel de procédure de l'organisme intermédiaire sont conformes aux notes de cadrage et aux dispositions réglementaires. Cet audit a lieu avant le premier audit système de l'autorité de gestion et donc avant la première demande de paiement à la Commission européenne, soit avant le 30 juin 2023 conformément à l'article 63 du RPDC.

10.2. Contrôle interne

L'organisme intermédiaire met en œuvre un dispositif de contrôle interne permettant de maîtriser les risques pesant sur la procédure de gestion du FEAMPA. Ce dispositif repose sur l'établissement d'une cartographie